Démondialisons ! La série - Episode 5

Le 14-11-2020

Télécharger ou imprimer au format PDF

L’Union européenne : la dictature des marchés

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 30 juin 2020

Depuis sa création, par la volonté des Etats-Unis, l'Union européenne s'est forgée à coups de traités qui ont, pas à pas, détruit les souverainetés nationales et orienté la construction européenne dans une seule direction : celle de la liberté de circulation des marchandises, des capitaux, des services, de la main-d'œuvre (les « quatre libertés ») et de la mise en concurrence des systèmes économiques.

Dans le contexte de pandémie de la Covid-19, l'Union européenne est restée fidèle à son « ADN » politique. Elle a démontré, une fois de plus, qu'elle n'est en rien là « pour protéger » et encore moins pour « garantir l'unité, la force et la stabilité » comme elle voudrait le faire croire. Certes la Commission a suspendu la clause obligeant les États à une stricte discipline budgétaire (notamment la limite de 3% du PIB d'endettement et l'aide directe aux entreprises). Certes la BCE a augmenté ses achats de titres de dette des États. Mais, dans la réalité, ce sont bien les États qui interviennent pour sauver leur pays respectif. Sous la surveillance étroite de l'Union européenne, déjà prête à mettre fin aux « concessions » qu'elle a concédées provisoirement.

Prise entre les excédents allemands et les déficits des autres pays, l'Union Européenne supranationale et a-démocratique cherche depuis longtemps à créer un étage fédéral, pour installer une dette européenne. La démocratie, d'ores et déjà grièvement amputée de la souveraineté des peuples, est en phase terminale.

Evidemment, les eurocrates veillent au grain. Ils n'envisagent pas de remettre en cause l'Union européenne mais de faire encore plus « d'Europe ». Comme le dit l'Élysée il faut aller plus loin, plus fort vers la « souveraineté européenne ». Ils n'ont qu'une hâte : rétablir la situation des entreprises et préserver le dogme néolibéral qui est à la base de l'Union européenne. Car c'est bien sur la marchandisation de tous les aspects de la vie qu'a été fondé ce bras armé du néolibéralisme.

Il n'est qu'à lire ce qui est écrit dans les Recommandations 2020 du Conseil européen pour la France (GOPE) (1) : « La crise liée à la COVID-19 a mis en lumière la flexibilité qu'offre le marché unique pour ce qui est de s'adapter à des situations extraordinaires. Toutefois, afin de garantir une transition rapide et sans encombre vers la phase de reprise et la libre circulation des marchandises, des services et des travailleurs, il conviendra de mettre fin aux mesures exceptionnelles qui empêchent le fonctionnement normal du marché unique dès qu'elles ne seront plus indispensables. ».

Autrement dit l'intervention de l'État est tolérée, voire sollicitée, dans le cas où le système même du marché est menacé. Peuples vous paierez la dette pour le grand bonheur des banques et des actionnaires des multinationales ! Le retour à cette « norme » n'a jamais fait l'ombre d'un doute ! Sauf si le peuple trouve la force de reprendre la main.

(1) GOPE mai 2020 pour la France : https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/2020-european-semester-csr-comm-recommendation-france_fr.pdf

Ce qui est appelé la « construction » européenne repose en réalité sur la marchandisation de tous les aspects de la vie sociale et économique : les marchés, le travail, la culture, l'éducation, le social, la finance… Il faudrait plutôt parler de la construction du néolibéralisme à l'européenne !

N'oublions pas qu'à la base de l'UE il y a la CECA (Communauté Européenne du Char-bon et de l'Acier). Dès le début cette construction repose sur le marché.

C’est non seulement l’effacement de toute volonté devant le marché total, mais c’est le projet terrifiant de faire du marché le mode principal de régulation de la société.
L’Union européenne – il ne faut jamais cesser de le rappeler - est née de la seule volonté des États-Unis d’Amérique de se constituer une digue face à la menace du socialisme : le camp soviétique d’un côté, les partis communistes européens de l’autre, quoi que l’on pense d’ailleurs de ces partis. Cette stratégie a un nom, c’est la doctrine du containment (l’endiguement).
Aucune véritable volonté européenne, issue des Européens eux-mêmes, n’existe et n’a jamais existé pour faire une Europe indépendante, démocratique et prospère.
L’impulsion initiale vient des États-Unis, dès 1942-1943, avec une accélération à partir de 1945.
Le but : reconstruire le capitalisme après la Seconde Guerre mondiale, sous leadership américain pour faire face à l’URSS.
Dans ce cadre, pour les dirigeants nord-américains, des formes d’union européenne sont indispensables pour acheter la production de masse américaine, faire produire par l’Europe ses propres armements contre l’URSS, contrecarrer le communisme intérieur, particulièrement en France et en Italie.

Voilà ce que dit le pape du néolibéralisme, Friedrich von Hayek, dès 1939 :
« *La fédération [européenne] devra posséder le pouvoir négatif d’empêcher les États individuels d’interférer avec l’activité économique* ».
Il ajoute : « *Une fédération signifie qu’aucun des deux niveaux de gouvernement [fédéral et national] ne pourra disposer des moyens d’une planification socialiste de la vie économique* ».

C’est très clair, il faut briser les souverainetés nationales pour empêcher tout risque de socialisme.
Les partisans du système politique, appelé aujourd’hui à tort l’Union européenne, se plaisent à fixer la date du début de cette opération au 9 mai 1950 avec la Déclaration Schuman qui annonçait la création de la Communauté européenne du charbon et de l’acier (CECA). C’est totalement inexact.

L’histoire véritable est à lire dans les archives américaines !

C’est le 21 octobre 1949 que tout a commencé comme nous le révèlent les archives améri-caines. Ce jour-là, le secrétaire d’État américain, Dean Acheson, qui vient de remplacer le général Marshall, convoque les ambassadeurs américains en Europe. Voilà ce qu’il leur dit : « *Par progrès vers l’intégration européenne, j’ai en tête, en tant qu’objectifs et engagements entre Européens, qu’ils décident le plus vite possible du calendrier pour créer des institutions supranationales opérant sur une base qui ne soit pas celle de l’unanimité pour s’occuper de problèmes spécifiques, économiques, sociaux et peut-être autres* ».
Du coup il s’adressait personnellement à Robert Schuman le 30 novembre 1949 (soit six mois avant la fameuse Déclaration), toujours selon les archives américaines, en lui disant ceci :
« *Je crois que notre politique en Allemagne, et la mise en place d’un gouvernement allemand capable de prendre sa place dans l’Europe de l’Ouest, repose sur l’hypothèse d’un leadership de votre pays sur ces questions* ».
C’est donc le gouvernement américain qui a donné à Robert Schuman le feu vert pour lancer la CECA, et non les prétendus « pères fondateurs » de l’Europe, vulgaires agents américains comme Jean Monnet, ou collaborateurs du régime de Vichy comme Robert Schuman lui-même.
L’Union européenne s’est forgée à coups de traités qui ont, pas à pas, détruit les souveraine-tés nationales et orienté la construction européenne dans une seule direction : celle de la liberté de circulation des marchandises, des capitaux, des services, de la main-d’œuvre (les « quatre libertés ») et de la mise en concurrence des systèmes économiques.
En France, ils ont principalement été défendus par des socialistes (avec un rôle déterminant de François Mitterrand et Jacques Delors) qui n’ont jamais hésité à adapter la Constitution française chaque fois que cela s’avérait nécessaire.
Après le traité de Rome de 1957, l’Acte unique signé en 1986 par 12 pays est le traité qui a vraiment accéléré la construction d’un marché unique et mis en place la liberté de circulation des capitaux (1990).

Le traité de Maastricht de 1992 lance l'union monétaire

L'adhésion à la monnaie unique a un coût : ce sont les fameux critères de convergence, une inflation qui n'excède pas 2%, un déficit public ne dépassant pas 3% du PIB et une dette pu-blique inférieure à 60% du PIB.
Après l'échec du traité constitutionnel européen (TCE) en 2005, est apparu son frère jumeau : le traité de Lisbonne, entré en application en 2009. C'est avant tout un traité symbolique ; il ne marque pas de progression importante de l'intégration européenne mais permet de graver dans le marbre les règles du marché européen mises en place progressivement et de remanier le traité de Maastricht.
Plus dangereux, le pacte budgétaire est basé sur l'équilibre des finances publiques (la fameuse règle d'or du déficit « zéro », en réalité 0,5% du PIB) et donne un droit de regard aux institutions européennes sur les budgets nationaux.
Voté par le parlement sous le gouvernement Sarkozy, le pacte budgétaire, rebaptisé pour sauver les apparences « pacte de croissance », a été ratifié dans les premiers mois du quinquennat de François Hollande. Il donne un sérieux coup de pouce aux plans d'austérité qui s'appliquent dans tous les pays de l'UE pour détruire les systèmes de solidarité.
Désormais, la Commission européenne donne la marche à suivre au gouvernement français dans une note qu'elle publie chaque semestre.
Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) est le petit frère du FMI : il prête aux pays endettés désormais lourdement sanctionnés.
Dans le même temps, s'est organisé l'élargissement aux pays méditerranéens puis aux pays d'Europe Centrale et Orientale pour agrandir la taille des marchés (et notamment du marché du travail) et diluer les pouvoirs de décision.

L'Union européenne est le système le plus sophistiqué au monde reposant sur la tentative de construire une civilisation par le marché

Toute l'idéologie européenne s'appuie sur la croyance insensée que l'on peut résoudre les problèmes du monde en établissant un ordre quasi-intégralement marchand. L'Union européenne est un monstrueux système de domination et d'aliénation des peuples dont il faut s'émanciper. L'ouverture totale des marchés de capitaux, qui est probablement le symbole majeur de l'Union européenne et de sa crise, ne pouvait aboutir à un résultat différent de celui que nous avons aujourd'hui sous les yeux. L'euro a été le vecteur et l'amplificateur de cette circulation effrénée des capitaux.
Le Conseil européen extraordinaire tenu à Lisbonne en mars 2000 avait rappelé la doctrine européenne en la matière : *« Des marchés financiers efficaces et transparents favorisent la croissance et l'emploi en per-mettant une meilleure allocation des capitaux à un moindre coût. »*
Avec le recul, on se rend mieux compte soit de l'incompétence absolue des dirigeants européens, soit de leur méprisable duplicité. Ils sont même parvenus à inclure ces conceptions délirantes dans l'article 120 du traité de Lisbonne qui stipule que *« Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concur-rence est libre, favorisant une allocation efficace des ressources ».*
C'est la reprise presque mot pour mot de l'inénarrable théorie de « l'efficience des marchés financiers » qui explique avec le plus grand sérieux qu'il faut libéraliser totalement les marchés financiers car cela permettra la meilleure allocation des capitaux aux projets rentables, ce que ne pourrait pas faire l'État.

L'Union européenne et l'euro sont les co-auteurs de la mondialisation néolibérale

La création et le développement des marchés financiers résultent entièrement d'un choix poli-tique et non d'une fatalité économique. L'Union européenne et l'euro ne sont pas victimes de la mondialisation et de la globalisation financière – et encore moins un « bouclier » pour s'en protéger -, ils en sont les co-auteurs. Tout ce qui est appelé la « construction » européenne – et que l'on devrait appeler en réalité la déconstruction européenne - a été subordonné à ce but. Il fallait attirer vers les marchés financiers européens les capitaux recherchant à l'échelle planétaire une rentabilité maximale à très court terme. C'est pourquoi les taux d'intérêt sur les obligations d'État sont régulièrement plus élevés en Europe qu'aux États-Unis.

Tout cela rend structurellement l'euro fort, c'est-à-dire cher, trop cher. Les entreprises européennes sont alors poussées à baisser sans cesse leurs coûts salariaux d'un côté, tandis que d'un autre côté l'euro pousse à la baisse de la fiscalité sur le capital, affaiblissant les finances publiques.
Certes, les capitaux ont afflué dans la zone euro, mais comme leur rentabilité était supérieure à la rentabilité des investissements productifs, ils sont allés à la spéculation. Le taux d'investissement des entreprises a baissé, encourageant les délocalisations et le chômage.
La crise de 2007-2008-2009 a clairement montré l'absurdité de cette théorie de l'efficience des marchés financiers. Heureusement que les États étaient là, avec l'argent public des citoyens, pour sauver les banques de la faillite ! Pourtant les oligarques européens n'en ont tiré aucune leçon.

Un tel système ne peut pas changer d'essence. Il ne peut pas s'améliorer de l'intérieur. Il faut en sortir !
L'Union européenne, en effet, est un des piliers de l'ordre néolibéral mondial sous contrôle étatsunien, avec le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OTAN, l'OCDE.
La lutte contre cet ordre néolibéral passe nécessairement par la suppression des piliers qui le soutiennent, et c'est bien ce que propose notre parti, le Pardem.

Lire le 6e épisode : Le démantèlement des marchés financiers et de l'euro

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire